



## Encore un effort, monsieur Ouest-France !

Avec un « comité de direction opérationnelle » composé de 17 hommes pour une femme, nous, journalistes femmes d'*Ouest-France*, pouvons aisément interpellier nos employeurs au masculin.

Nous soutenons nos consœurs du *Parisien*, de *l'Obs* et de *La Provence* qui dénoncent la confiscation des postes d'encadrement par les hommes. Dans le premier quotidien de France, la situation n'est pas beaucoup plus brillante : les responsabilités les plus importantes et les plus gros salaires du journal vont exclusivement ou presque aux hommes.

Sur quinze membres de la rédaction en chef, deux femmes. Sur douze directeurs départementaux, idem : deux femmes. Pour neuf pilotes de pôles et chefs de service des services généraux, une seule femme. Et si l'on regarde de plus près les échelons : en 2016, trois femmes contre 24 hommes à 200 et plus ; trois femmes contre dix-huit hommes à 170 ; trois femmes contre douze hommes à 180 ; et quinze hommes à 190 pour... aucune femme !

La loi sur l'égalité des salaires en France date déjà de 1972. Et vous avez signé un accord sur l'égalité professionnelle en 2011, renouvelé en 2015, valable trois ans... Il est tombé aux oubliettes ?

A *Ouest-France* comme dans de nombreux journaux, des femmes souhaiteraient accéder à ces postes à responsabilités qu'elles ne le pourraient pas, faute d'ouverture à candidature de façon publique et transparente. On rêve que les jeunes embauchées – à parité depuis peu – ne se cognent pas aussi vite que leurs aînées au plafond de verre depuis trop longtemps - toujours ? - mis en place.

Comme le rappellent nos consœurs de *La Provence*, le monde est en train de changer. Les femmes du XXI<sup>e</sup> siècle sont ingénieures, agricultrices, électriciennes, astronautes, sportives de haut niveau... mais elles ne sauraient pas participer à la direction de journaux ?

Alors faites un effort, monsieur *Ouest-France* !

Le 23 janvier 2018